



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

17 au 23 juin 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

DOUBLE ATTAQUE DE DAHALO A BEROROHA

La Commune rurale de Beroroha, chef-lieu du District éponyme, a été le théâtre de deux attaques successives d'une horde de dahalo, dans la journée du 21 juin. Vers 8 heures et demi du matin, ils ont tendu une embuscade sur un véhicule tout-terrain appartenant à la compagnie militaire d'Ankazoabo Sud. Cette attaque s'est produite à 6 kilomètres de la bifurcation menant à la Commune rurale de Berenty. Aux dernières nouvelles, 3 passagers sur les 7 à bord du véhicule, dont un lieutenant, un adjudant et un soldat de deuxième classe ont été grièvement blessés, touchés par les tirs nourris des malfaiteurs. Vers 11 heures et demi, les passagers d'un taxi-brousse, reliant la ville de Tuléar à Beroroha, ont également été victimes d'une attaque à mains armées à hauteur du croisement de Berenty, non loin du lieu de la première attaque. Voulant passer outre le barrage érigé par les bandits, le véhicule a fini sa course dans un ravin après avoir subi des tirs à l'armes à feu. Les dahalo ont en alors profité pour dérober tous les objets de valeurs. Le 22 juin, les responsables au niveau de la gendarmerie nationale ont tenu une conférence de presse pour faire le point sur ces deux attaques. Le dernier bilan fait ainsi état de 31 morts dont 10 enfants ainsi que 17 blessés. Les malfaiteurs ont par ailleurs fait main basse sur une somme de 7 millions d'Ariary dont 3 millions d'Ariary étaient destinés au projet de nutrition communautaire SEECALINE. Pour les responsables de la gendarmerie, cette attaque a été préméditée dans la mesure où les dahalo semblaient être informés de l'importante somme d'argent qui se trouvait à bord du taxi-brousse. Une cinquantaine d'éléments des forces de l'ordre, composés de gendarmes et de militaires, ont été déployés sur le terrain pour traquer ces bandes de dahalo.

Si la majorité des médias privés de la capitale ont accordé une importante couverture à la recrudescence de l'insécurité et plus particulièrement au phénomène dahalo, la chaîne nationale TVM a traité d'une manière expéditive cette double attaque meurtrière survenue à Beroroha. En effet, la station a simplement relayé les propos du Président de la République, lors de l'inauguration d'un pont dans le quartier Ambohidrano Sabotsy Namehana, condamnant ces actes de barbarie. Il les considère ainsi comme une attaque directe envers le peuple mais également envers l'Etat et a appelé à ce que la population et les autorités fassent preuve de solidarité afin d'éradiquer le phénomène dahalo. Interviewée par KOLO TV, la députée élue dans le District de Beroroha, Harisanda Razafindrakoto, affirme que ces deux attaques sont l'oeuvre de la même horde de 70 dahalo, munis de fusils de chasse et d'armes blanches. Tout en rapportant la déclaration du Chef de l'Etat à ce sujet, la station estime que ces deux attaques successives sont la preuve que le problème d'insécurité reste irrésolu, notamment dans la partie sud de la Grande Ile. TV PLUS a également retransmis la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



déclaration de la députée de Bereroha, à l'issue du face-à-face entre les membres du Gouvernement et les parlementaires de la Chambre basse. Selon ses dires, les attaques de dahalo et notamment les vols de bovidés se font de plus en plus fréquents dans la Région Atsimo Andrefana. D'ailleurs, deux vols de bovidés se sont produits dans sa circonscription l'avant-veille de ces attaques meurtrières. Au micro de la station, le général Anthony Rakotoarison, directeur des opérations au sein de l'Unité spéciale anti-dahalo a informé que le camp militaire et la caserne de la gendarmerie d'Ankazoabo, qui sont les plus proches de Bereroha, n'ont eu vent de la première attaque que vers 11 heures alors que celle-ci s'est produite 3 heures plus tôt. A propos de cette unité spécialisée, la station estime qu'elle s'avère limitée dans ses actions étant donné son sous effectif alors que la partie sud de l'île est extrêmement vaste. De l'opinion de **VIVA TV**, ces attaques meurtrières sont le reflet du laxisme des autorités face aux maux qui minent le pays, ces dernières ne faisant semblant d'agir qu'après de tels actes sanguinaires. Elle rapporte par ailleurs la doléance des transporteurs desservant l'axe sud-ouest demandant le renforcement des mesures de sécurisation. **FREE FM** et **ANTSIVA** ont vivement critiqué les tenants du pouvoir concernant ces attaques meurtrières de dahalo. La première dénonce l'immobilisme des dirigeants face à la gravité des cas d'insécurité dans le sud de la Grande Ile, s'étonnant d'ailleurs de l'inexistence de condoléances à l'endroit des familles des victimes tandis que la seconde, fait remarquer l'absence réaction de la part de l'Exécutif face à l'interpellation des députés, même pas un témoignage de solidarité. **MATV** a accordé la parole au commandant de la gendarmerie nationale et au député de Betroka, président de la commission Sécurité au sein de l'Assemblée nationale. Ainsi, le général Jean De Dieu Ramiandrisoa a tenu à rassurer la population en expliquant que des renforts ont déjà été dépêchés sur place tandis que le parlementaire a indiqué que des suspects ont été identifiés. Il appelle par ailleurs la population à soutenir les forces de l'ordre afin d'aboutir à l'éradication effective de ce phénomène.

POLITIQUE INTERNE

LE GOUVERNEMENT MAHAFALY FACE AUX DEPUTES

Le 21 juin, le Premier ministre et les membres de son Gouvernement ont présenté leur rapport d'activités aux députés, 3 mois après le remaniement gouvernemental. Ainsi, l'Exécutif a exposé aux parlementaires le rapport sur les activités de chaque ministère, dans le cadre de l'application de la Politique Générale de l'Etat. D'après les propos de Mahafaly Solonandrasana Olivier à cette occasion, son équipe ambitionne d'augmenter le taux de croissance du Produit National Brut à 7%, dans les 3 ans à venir. Notons que ce taux est actuellement de 4%. Le Gouvernement compte également limiter l'inflation à 7%, voire la réduire à 6%. L'amélioration des recettes fiscales et l'annulation progressive des subventions étatiques à certaines entreprises publiques, telles que la JIRAMA ou encore Air Madagascar, permettront d'atteindre cet objectif, explique le Premier ministre.

Si la **RNM** a traité de manière expéditive ce face-à-face entre l'Exécutif et les députés, la **TVM** l'a retransmis en direct, dans son intégralité. Ainsi, un rapport des trois premiers mois de gouvernance a été exposé par l'équipe gouvernementale. Le Premier ministre a par ailleurs exprimé sa gratitude à l'endroit des députés ayant fait part de leur point de vue sur la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



situation actuelle. **MATV** a focalisé son attention sur les perspectives du Gouvernement, concernant la lutte contre la pauvreté et particulièrement, contre la corruption ainsi que l'insécurité, l'élargissement de la recette fiscale, le développement du marché de l'emploi et la relance économique. Le projet de construction de l'autoroute reliant Antananarivo à Toamasina, grâce au partenariat avec le gouvernement chinois, a été annoncé par le PM à cette occasion. La station a par ailleurs accordé un temps d'antenne à l'ancien ministre Joseph Ramiandrisoa qui dénonce le manque de critiques des parlementaires à l'encontre des membres du Gouvernement, une situation qui laisserait croire que tout fonctionne parfaitement dans le pays alors que ce n'est pas le cas. Il dit par ailleurs être dubitatif quant à la possibilité que la réduction de la ligne budgétaire étatique puisse favoriser le développement socio-économique. Au micro de la **TV PLUS**, le député Naivo Raholdina a fait part de son indignation face aux discours du Premier ministre, notamment les projets présidentiels tant promus par le régime et qui pourtant, n'allègeront pas concrètement la pauvreté des Malgaches. Il estime d'ailleurs que les actions du Gouvernement n'ont jusqu'à présent pas réellement d'impact sur la population. De l'opinion de **FREE FM**, le discours prononcé par le Premier ministre devant les parlementaires de Tsimbazaza relève de l'utopie. Elle dénonce d'ailleurs l'absence de débat durant la séance, regrettant que les députés aient plutôt préféré s'adonner aux compliments et félicitations. Néanmoins, une poignée de parlementaires ont osé soulever les dossiers brûlants actuellement en cours dans le pays, en l'occurrence le problème de l'exploitation minière de Soamahamanina et l'affaire du sénateur Lylison. Quoiqu'il en soit, les questions s'y rapportant n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes dans la mesure où les ministres questionnés sur ces sujets n'ont émis que des réponses vagues, conclut la station. **VIVA TV** s'indigne également du fait que les « députés aient trahi la confiance du peuple », étant donné que les parlementaires n'aient pas émis une seule critique par rapport aux lacunes constatées au niveau de l'Exécutif. Le journaliste de la station de renchérir que seules les circonscriptions des députés proches du pouvoir ont déjà bénéficié des subventions de l'Etat, ces parlementaires ayant d'ailleurs majoritairement assisté à ce face-à-face avec le Gouvernement. Les Districts des députés qui ne sont pas pro-régime ont pourtant besoin d'aides immédiates, qui plus est, leurs élus n'ont pas pu s'exprimer devant le Gouvernement, conclut la station. Le même ton critique a été observé du côté de **KOLO TV**. En effet, la station s'interroge sur les réels changements apportés par la nouvelle équipe gouvernementale depuis son accession au pouvoir alors qu'elle a été amplement félicitée par les membres de l'Hémicycle de Tsimbazaza. De son avis, le « Gouvernement de combat » tant prôné par le Premier ministre n'a jusqu'à présent rien apporté à la population malgache.

FOYER DE TENSION

COMMUNE DE SOAMAHAMANINA: MANIFESTATION DE LA POPULATION CONTRE L'EXPLOITATION MINIERE CHINOISE

Les habitants de la Commune rurale de Soamahamanina, District de Miarinarivo dans la Région Itasy, ont procédé à une manifestation, dans la journée du 20 juin, afin de contester l'exploitation aurifère entreprise par des Chinois. En effet, la population locale craint que cette exploitation ait un impact environnemental considérable sur leur localité. De leur côté, les responsables au niveau de l'Office National pour l'Environnement ont expliqué que les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



exploitants chinois se sont vu délivrer un permis d'exploitation en bonne et due forme, suite à une enquête environnementale. La société chinoise Juixing Mines, titulaire du projet d'exploitation, a d'ailleurs inauguré le début des travaux à Soamahamanina le 21 juin, en présence des autorités du District de Miarinarivo et des autorités locales de la Commune rurale.

*Le 17 juin, le Directeur général de l'Office National pour l'Environnement, Jean Chrysosotome Rakotohary est intervenu au micro de **FREE FM** pour expliquer que le cahier des charges de la compagnie minière chinoise stipule clairement qu'elle dispose de deux parcelles de terrain, dont un périmètre déjà en règle et un second, qui nécessite encore une enquête en vue de l'obtention d'un permis environnemental. Face à cette déclaration, la journaliste Lalatiana Rakotondrazafy s'interroge sur les raisons pour lesquelles les habitants de Soamahamanina n'ont pas été consultés au préalable et par conséquent, semblent impuissants devant le fait accompli. En effet, la population de cette localité n'a eu connaissance de l'implantation de la compagnie minière chinoise qu'au dernier moment. La chroniqueuse se questionne par ailleurs sur les impacts environnementaux réels des exploitations aurifères de cette envergure pour la localité. L'Etat devrait apporter davantage d'explications sur la situation, a-t-elle conclu. Selon ses dires, l'autorisation de cette exploitation minière chinoise s'apparente à une cession de la terre des ancêtres à des étrangers, qui s'avère totalement contraire aux valeurs malgaches. Elle soutient, qui plus est, que les Chinois ont tendance à appliquer, sur les terres qu'ils investissent, les règles en vigueur dans leur pays ; une Nation qui ne reconnaît pas les droits humains et encore moins les droits des travailleurs, selon elle. La station loue ainsi l'initiative des habitants de Soamahamanina de se dresser contre de tel projet et appelle les responsables étatiques à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la transparence du marché passé avec la compagnie chinoise. **ANTSIVA** a tenu à rappeler que ces parcelles de terrain ont été cédées sous le régime Ravalomanana. Néanmoins, c'est le régime actuel qui a délivré le permis d'exploitation à la compagnie chinoise. La station dit ne pas être étonnée que le mouvement engagé par la population locale n'ait pas porté ses fruits dans la mesure où la manifestation n'a pas été assez « puissante » pour décourager les exploitants. Pour sa part, **VIVA TV** s'étonne du fait que le député élu à Miarinarivo soit resté muet face à la situation alors que 6000 hectares de terrain ont été « accaparés » par les Chinois et ce, pour les 80 prochaines années. La station a informé que l'église catholique, les notables de Soamahamanina et toute la population ont haussé le ton pour contester l'exploitation de leurs terres par des étrangers. Les habitants de Soamahamanina ne se laisseront pas faire aussi facilement, opine la station d'un ton plutôt alarmiste. **KOLO TV** revient sur les échauffourées entre la population de Soamahamanina et les éléments de l'EMMOREG, survenues le 20 juin dans le cadre du mouvement de contestation. Les forces de l'ordre sont présentes dans la Commune rurale afin de réprimer la population et les dissuader dans leur lutte, commente la station. Elle s'insurge d'ailleurs du fait que le député de Miarinarivo ait fait le déplacement pour inaugurer le début des travaux d'exploitation, un geste qu'elle qualifie de trahison envers ses concitoyens. **MATV** a accordé la parole à Dani Rasolomanana, Directeur technique de la société Juixing Mines. Selon ses explications, la société chinoise promet de respecter le cahier des charges, d'autant plus que des contrats de bail ont déjà été signés avec les propriétaires des terrains qui bénéficieront chacun d'une allocation de 700 000 Ariary par mois. Il rassure également*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*que des protocoles d'accord ont déjà été passés avec la Commune. **TV PLUS** a tenu à apaiser les tensions en soulignant que la situation est revenue au calme. Selon les premières informations, une entente a été trouvée entre les habitants et la société minière chinoise. La chaîne a également accordé un temps d'antenne au Directeur technique de Juixing Mines qui dit craindre que la manifestation entreprise par la population de Soamahamanina n'ait des dessous politiques, étant donné que les responsables au sein du comité interministériel d'évaluation ont déjà donné un avis favorable suite aux enquêtes sociales et environnementales. La société minière chinoise a d'ailleurs déjà obtenu l'aval des autorités pour exploiter les terrains en question.*

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne